

POUR UN TERRITOIRE SANS TERREUR

Par Pierre-Olivier Milanini, Président de Convergence

Nous sommes tous, en Corse, convaincus que nous devons préserver notre littoral. Mais la fin justifie-t-elle les moyens ? Doit-on accepter que se substituent aux voies de droit la désignation de « cibles » par des associations, son amplification sur les réseaux sociaux, et la mise en place d'expéditions punitives par un mouvement clandestin ?

Récemment, des associations « écologistes » se sont acharnées sur deux maisons pour la seule raison que son propriétaire était un proche d'Emmanuel Macron. Et qu'il était médiatisé. Ce qui était à leurs yeux un bon moyen de faire le buzz.

Le problème de ce jeu de dénonciation, massivement relayé sur les réseaux sociaux c'est qu'il a fini par pousser à l'action une toute autre catégorie de militants politiques : **des nostalgiques de la violence clandestine**. Des militants qui n'ont pas hésité, eux, à **employer les moyens du terrorisme pour parvenir à leurs fins**.

Peu importe si le seul tort du détenteur du permis de construire fut de déplacer son projet de quelques dizaines de mètres pour éviter d'altérer la ligne de crête. Ces associations épargnent des projets qui ont fait des écarts bien plus scandaleux. Et on se demande bien pourquoi.

Peu importe si la justice instruisait le dossier. La justice n'allait pas assez vite pour les associations et les clandestins. Les maisons ont donc été plastiquées. Purement et simplement. **En Corse, le terrorisme est devenu le bras armé des associations et des réseaux sociaux**. Et il ne se soucie guère du droit.

Peu importe si le père de Pierre Ferracci a fait partie de façon glorieuse de ces hommes qui par leurs actes et leur courage ont permis de délivrer la Corse d'une occupation celle-ci véritable. **Les réseaux sociaux n'ont pas de mémoire**.

Peu importe si Monsieur Ferracci avait racheté un terrain qui appartenait, à l'origine, à ses ancêtres et où il réside souvent en famille.

Cet attentat donne par ailleurs l'opportunité, dans sa revendication, de stigmatiser un peu plus les entreprises corses qui essaye de prospérer sur l'île.

Devant cette situation, ce paradoxe qui voit des indépendantistes prétendre faire respecter les lois de la République Française à coup de bombes - **nous posons à Convergence une question urgente**.

Quel est, au-delà des interdictions, au-delà des réglementations, au-delà de ces logiques d'affrontement, le développement que nous souhaitons vraiment pour notre île ?

Comment élaborer ensemble une vision cohérente, et durable, du développement économique et social de notre territoire ? Pour que nos enfants puissent travailler et prospérer en Corse. Pour que chacun trouve son bonheur, et arrête de regarder celui du voisin. Pour que la misère ne serve plus de terreau ni de prétexte à des actions violentes.

Il nous faut tourner le dos définitivement à la violence. « Il n'y a pas de voie vers paix. La voie, c'est la paix. ».

Le développement économique de la Corse est « LA » seule question prioritaire. Et nous appelons à une grande concertation, avec l'Etat et nos élus de tous bords pour la traiter. Il est temps. **Convergence, le think tank corse**